

La Dépêche

Agence Guinéenne de Presse

Siège : Anciens locaux de Enelgui ; 2^{ème} boulevard ; 5^{ème} av ; BP : 1535 ; Tél : (+224) 30-41-14-34/ 30-43-05-49/ 30-45-13-12
Email : agp@sotelgui.net.gn

Conakry le 21 avril 2011

Nationales

EXTRAITS SIGNIFICATIFS DES AUDITIONS DES AUTORITES IMPLIQUEES ET DES EXPORTATEURS DES RAILS ET TRAVERSES DE LA VOIE FERREE CONAKRY-NIGER

V.3.1 Interrogatoires des personnalités politiques, administratives et militaires

V.3.1.1 M. Fodé BANGOURA,
Directeur du protocole d'Etat,
Secrétaire Général de la PRG,
Ministre Secrétaire Général de la PRG.

Entretien du 11 décembre 2009

Reconnait avoir rédigé le LAISSEZ-PASSER n°01/013/PRG/SGPRG/SP du 01/04/05 sur ordre du PRG

Ce LAISSEZ-PASSER concernait « uniquement les stocks saisis dans les Préfectures et les mettre à la disposition de la SODEFA en relation avec la DG de l'ONCFG »,

Cet ordre a été exécuté le 01/04/05 et, depuis, il n'en a pas entendu parler et ne sait pas la destinée qui en a été faite,

Officiellement, dans l'esprit du Chef de l'Etat, les revenus tirés de l'opération devraient servir à la construction de la Base de la Marine nationale à l'île de Tamara,

Il n'a jamais eu de relations administratives ou personnelles avec Ousmane Conté mais était au courant de ses activités, surtout dans l'opération Rails, et chaque fois, il en informait le PRG par loyauté

Il n'a tiré aucun avantage ni matériel ni financier des transactions de OC et sa famille.

Opinion de la Mission : ce LAISSEZ-PASSER a eu des conséquences dramatiques dans le démantèlement, le stockage et le transport des rails.

1. Il a complètement levé les scrupules des autorités préfectorales, régionale et sécuritaires dont certaines, entre 2000 et 2004, arrêtaient et saisissaient les convois, empêchant ainsi la fluidité et la tranquillité des convois,

2. Il a permis, en association avec d'autres LAISSEZ-PASSER et Ordres de Mission, l'accélération du processus de démantèlement et la disparition de la voie ferrée,

3. Il a refusé de soutenir et d'appuyer, auprès du PRG, un projet de Décret soumis par le Ministre des transports de l'époque, M. Aliou CONDE, portant sur « l'interdiction de la vente, de l'achat et l'exportation de la ferraille » en 2005.

4. A partir du moment où il savait tout du processus et de ses auteurs, de l'importance et de la gravité de son LAISSEZ-PASSER, on peut logiquement dénoncer une complicité active.

V.3.1.2 M. Aliou CONDE

Secrétaire Général du Ministère des Transports,
Ministre des Transport de mars 2004 à 26 mars 2006

Entretien du 15 décembre 2009

a) Ce qu'il sait du démantèlement :

Le commerce des ferrailles s'est fortement développé après les années 2000, Des cargaisons et convois de rails et traverses saisis dans diverses Préfectures entre 2004 et 2006 ont été libérés et acheminés à Conakry par des personnes, civiles et militaires, munis de LAISSEZ-PASSER et d'Ordres de Mission, notamment :
LAISSEZ-PASSER du SG de la PRG du 01 avril 2005,
LAISSEZ-PASSER de transport du général KERFALLA,
Un ordre de Mission de El hadj Salifou Djannankè
LAISSEZ-PASSER d'Ousmane CONTE,
Instructions du Colonel Jacques TOURE, CEM de la GN de l'époque.
Ceux qui démantelaient étaient de la famille présidentielle :
Ousmane Conté, Mme KEIRA Marie Seth CAMARA, et celle de l'Etat-major de l'Armée dont :
L'Aide de Camp du PRG, le Commandant SOUMAH
Le neveu du PRG, le Capitaine ISSIAGA,
Le Général Alhousseini FOFANA
Le Colonel Jacques TOURE, CEM de la GN
Le général KERFALLA, CEMA, lui-même.

A tous ceux-ci, j'ai toujours répliqué par une fin de non-recevoir jusqu'à mon départ du Ministère. Malgré tout, la voie a été systématiquement démantelée.

b) Ce qu'il a fait pour lutter contre le démantèlement et pour sa sauvegarde.

Un jeu complet de documents numérotés de 1 à 20 retrace ces efforts, remarquables, tout le long des années 2004, 2005 et 2006, pour « arrêter le processus de démantèlement, identifier et traduire en justice tous les coupables de cet ignoble phénomène, en vue de leur châtement exemplaire ».

Opinion de la Mission : Autant qu'on puisse l'attester, au vu des documents fournis, et de la teneur des entretiens, le Ministre Aliou CONDE semble être au-dessus de tout soupçon de complicité, active ou passive.

Parmi les documents fournis figure un projet de Décret « portant interdiction de la vente, de l'achat et de l'exportation de la ferraille » en 2005. **Ce projet visait à « freiner et à casser l'engouement pour le commerce de ferraille qui avait développé un appétit exceptionnel pour la voie ferrée Conakry-Niger.**

Malheureusement, nous ne serons pas compris par le Ministre SG qui nous fera remarquer et valoir que « la ferraille comprenait un ensemble plus vaste que les rails de Conakry-Kankan, à savoir toute la ferraille composite, les rails de Kamsar, de Fria, etc. »

V.3.1.3 M. Boubacar SOW

Secrétaire Général du Ministère des transports mai 2004-6mars 2007

Ministre des Transports, mars 2007-2008

Entretien du 11 décembre 2009

Le démantèlement s'est accru en 2004 avec l'implication, à travers l'établissement d'ordres de mission, de compatriotes non habilités

Les ordres de missions étaient signés par Ousmane CONTE, Marie Seth CAMARA et des recommandations du général Kerfalla CAMARA

Malgré la position sociale des intéressés, le Ministre des transports de l'époque, n'a pas manqué d'adresser des correspondances à ses collègues de l'Administration du Territoire, Intérieur et Sécurité, ainsi qu'aux Préfets et Gouverneurs des régions traversées

- De même une communication avait été faite à l'attention du Conseil des ministres pour que des mesures soient prises au niveau du Gouvernement

Malgré la visite du CEMA, je n'ai jamais signé un quelconque document relatif à la cession des rails

A ma connaissance, seul M. Alsény BARRY, homme d'affaires de la place, sur recommandation du général Kerfalla, a conclu un accord de cession de rails avec la DG de l'ONCFG.

Opinion de la Mission : Autant qu'on puisse l'attester, au vu de la teneur des entretiens, le Ministre Boubacar SOW semble être au-dessus de tout soupçon de complicité, active ou passive.

V.3.1.4 M. Moussa SAMPIL

Ministre de la Sécurité, juillet 1996 à octobre 1997

Ministre de la Sécurité, décembre 2002 à mai 2005

Entretien du 16 décembre 2009,

Ministre de la Sécurité durant la période cruciale du démantèlement, 2002-2005, **il n'a entrepris qu'une seule action visant à arrêter le démantèlement de la voie ferrée : installation d'une BAC à Kindia** qui a interpellé et déféré au Tribunal de 1^{ère} Instance de Kindia des individus avec des véhicules chargés de morceaux de rails qu'ils venaient de démanteler dans la région de Kindia,

Durant l'entretien, il a soutenu l'hypothèse de l'implication effective de la famille présidentielle dans ces opérations.

Opinion de la Mission : Comportement typique des fonctionnaires de l'Administration impuissant face à cette lamentable affaire. Tous stigmatisent, déplorent ou insinuent la famille présidentielle mais s'empêchent de prendre des décisions de responsabilité, de rigueur et de droiture dans l'intérêt du pays.

V.3.1.5 Mme MOREL Marguerite CAMARA

Directrice Générale de l'ONCFG, juillet 1997-mai 2004,
Secrétaire Général du Ministère des transports, mai 2004-6 mars 2007

Entretien du 15 décembre 2009

Durant sa direction de l'ONCFG, la voie ferrée était très vétuste mais existait dans son entièreté malgré de fréquents vols entre Dabola et Kankan,

- Les quelques agents de la voie fournissaient tous les efforts pour mettre fin à ces larcins,

Toutes les saisies et leurs auteurs étaient libérés mais les stocks saisis ne sont jamais revenus à l'Office.

A sa nomination au Cabinet, elle a été informée de cette situation et de son aggravation, mais ne peut parler de la vente car elle n'y a pas participé et dont elle ignore les auteurs,

Le Cabinet a fourni un gros effort de sensibilisation du Conseil des ministres, des autorités préfectorales et régionales en vue de dispositions collégiales,

Vainement.

Opinion de la Mission Cas typique de fonctionnaires de l'Administration impuissants face à des forces supérieures destructrices.

Mme Morel M. C. est fille de cheminot. « Je n'aurais jamais cautionné le démantèlement de cette voie ferrée le long de laquelle j'ai vu le jour. »

V.3.1.6 M. Dominique Ibrahima TRAORE

Inspection Générale des Transports au Ministère des Transports

Entretien du 16 décembre 2009

a déclaré ne rien savoir du démantèlement du Chemin de Fer.

Sa fonction est une « coquille vide » et ne lui a conféré aucune responsabilité dans quoi que se soit dans le Ministère.

Il n'a jamais effectué une inspection, reçu des instructions, bénéficié des correspondances internes sur quelques sujets que se soient.

Opinion de la Mission On pourrait invoquer une responsabilité indirecte. Celle-ci repose sur :

sur son silence coupable sur cette opération, en temps qu'IGT, dès lors que l'opinion publique en avait fait longtemps « ses choux gras »,

La non initiation officielle d'aucune enquête ni la rédaction d'un quelconque rapport officiel à sa hiérarchie pour les informer de ce qui se dit partout dans le public ni, de manière responsable comme le requiert sa fonction, visité les lieux de démantèlement,

- **Ni vu et rencontré la Direction des Chemins de Fer pour les dispositions à prendre.**

V.3.1.7 M. Alpha Ibrahima KEIRA

Ancien Ministre des Transports, 2006-2007

Ancien Ministre Secrétaire Général de la Présidence

Entretien du 18 janvier 2010

Affirme qu'à son arrivée, le démantèlement et l'exportation des rails étaient terminés, le secteur ayant été saboté par des cadres guinéens,

A donc entrepris des projets pour sa relance, notamment un nouveau Tanka, mais le Ministère des Finances a fait obstacle,

N'a jamais signé de contrat de vente de rails, ni appuyé la requête de qui que se soit,

Certifie que son épouse, Mme KEIRA Marie Seth CAMARA n'est pas associé à qui que se soit et que c'est par naïveté et manque de niveau qu'elle a signé le LAISSEZ-PASSER de AGASEPT,

Affirme ne pas connaître AGASEPT ni sa Direction

Opinion de la Mission On peut retenir contre le Ministre Keira, les charges de complicité active suivantes :

il a bel et bien vu et avalisé le contrat de AGASEPT, dont son épouse est Présidente du Conseil d'Administration, avec l'ONCF pour la l'achat des rails,

il a rompu le contrat de SAFRICOM avec l'ONCF au profit d'AGASEPT selon M. Alsény BARRY dans sa déposition

V.3.1.7 M. Kiridi BANGOURA

Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, 2004-août 2006

Entretien du 18 janvier 2010

Informé par le Gouverneur de Kankan, a instruit de saisir tous les rails démantelés dans les circonscriptions,

A informé le Conseil interministériel (mai 2006) et a demandé aux Ministres concernés de saisir officiellement le Conseil des Ministres,

Son chef de Cabinet, M. Lansana YOULA, a bien envoyé le message-radio n° 136/MATD/ACB du 17 avril 2005 mais en répercussion stricte des instructions reçues du Gouvernement et de la PRG,

- Les responsables du démantèlement sont le Chef d'Etat Major de l'époque, Général Kerfalla CAMARA et, de sources concordantes, le capitaine Ousmane CONTE,

Petit-fils de cheminots.

Opinion de la Mission : Autre cas typique de fonctionnaires de l'Administration impuissants face à des forces supérieures de destruction publiques.
Voir : Annexe, Volume IV : Décrets et Rapports Officiels sur le Démantèlement, Volume V : Procès-verbaux des entretiens avec les Autorités et les Chefs de zones ferroviaires

V.3.3.2 Ets AGASEPT

La Présidente du Conseil d'Administration, Mme KEIRA Marie Seth CAMARA et le Directeur Général, M. Naby CAMARA ont été reçu séparément puis ensemble.

V.3.3.2.1 Mme KEIRA Marie Seth CAMARA Présidente du Conseil d'Administration des Ets AGASEPT

Reconnais avoir signé le LAISSEZ-PASSER du 13 septembre 2004 qui prie «les autorités de la circulation routière, les barrages et les services judiciaires de bien vouloir faciliter la circulation de nos véhicules chargés de transporter les différentes qualités de rails, traverses de chemins de fer, etc. en provenance des préfectures, la durée de l'opération reste la fin des travaux»,

Ne connaît ni la société, ni son agrément, mais a été impliquée par son chauffeur,

Affirme n'avoir jamais été Présidente du CA des **Ets AGASEPT**,

N'a participé ni à l'enlèvement, ni au transport, ni au stockage ni à l'exportation des rails et traverses de la voie ferrée,

N'a signé aucun contrat de commercialisation,

Opinion de la Mission : Malgré ses dénégations, on peut retenir contre Mme KEIRA les charges suivantes d'auteur du démantèlement, de transporteur des rails, d'acheteur et d'exportateur de rails :

1. A écrit la lettre n°009/OA/03 du 18 novembre 2003 au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME relative à «la demande de collecte et d'exportation de ferraille ».

Réponse positive obtenue le 03 décembre 2003 avec en appui le Décret n°096/136/PRG/SGG du 23 octobre 1996,

2. Signataire du LAISSEZ-PASSER du 13 septembre 2004, ci-dessus explicité, sur proposition de son chauffeur et la femme du DG de la société,

3. Visa positif du Ministre des transports de l'époque, M. A. I. KEIRA, son époux, du contrat liant AGASEPT à l'INDNCFG, contrat signé le 04 décembre 2006, pour la commercialisation des rails et traverses,

4. Nommément désignée par M. Alsény BARRY, Homme d'affaires, dans sa déposition, comme bénéficiaire, à son détriment, du contrat d'achat des ferrailles qu'il avait signé avec l'INDNCFG,

5. Nommément désignée par M. Aliou CONDE, ancien Ministre des Transport, dans sa déposition, comme mêlée par ses actes au démantèlement, au transport et à l'exportation des rails et traverses,

6. Nommément désignée, par le Gouverneur de Mamou de l'époque, M. Abou Chéri CAMARA, dans sa déposition, comme actrice active du démantèlement, du transport et de l'exportation rails et traverses.

V.3.3.2.2 M. Naby Youssouf CAMARA

DG des Ets AGASEPT

Reconnait avoir signé le contrat avec l'ONCFG pour la collecte et l'exportation des rails,

Affirme n'avoir effectué qu'une seule opération d'achat de rails et ferrailles (65,665 tonnes) à l'ONCFG, en décembre 2006.

Reconnait que Mme KEIRA est la Présidente du CA de la société et que c'est es-qualité qu'elle a signé le LAISSEZ-PASSER du 13 septembre 2004,

Ce LAISSEZ-PASSER était destiné soit disant à une dame qu'il n'a plus jamais revu et que c'est elle qui aurait multiplié ce document et l'utilisé à des fins connues d'elle seule.

Opinion de la Mission : Le LAISSEZ-PASSER d'AGASEPT nous a été communiqué par les cheminots de Mamou. C'est muni de ce document que les convois de cette société ont collecté et transporté tous les rails et traverses entre Mamou et Kindia vers Conakry pour l'exportation.

Le contrat de cette société a bénéficié de l'appui du Ministre A. I. KEIRA, de la couverture de Mme Marie Seth KEIRA, son épouse et de la famille présidentielle. L'unique opération reconnue faite avec l'ONCFG est en réalité une couverture pour camoufler de effectives activités de collecte, de transport et d'exportation des rails, traverses, boulons et crapauds de la classe de la voie de chemin de fer Conakry-Niger.

Voir : Annexe, Volume V : Procès-verbaux des entretiens avec les Autorités et les Chefs de zones ferroviaires et des Exportateurs

V.3.3.2.2 Autres exportateurs

Communiqué par l'ONCFG, on trouve :

Ousmane Diarra CONDE. C'est le co-équipier de Ousmane CONTE. Il a deux (2) sociétés : WORLD VMC PTE Ltd et la société SORADEM qui a bénéficié du LAISSEZ-PASSER pour le transport des rails, daté du 04 janvier 2005, signé du Général Kerfalla CAMARA CEMA. Malien, il est rentré au Mali,

El hadj Salifou CONTE « Djannankè », PDG de la société éponyme de collecte de ferraille. Son associé est M. Mamady KEITA, tous deux, gestionnaires du Marché AVARIA, à Madina

El hadj Samba SIDIBE et son frère El hadj Moussa SIDIBE, Directeurs de la société « Croyance en Dieu », actuels gestionnaires des boutiques AVARIA au marché Niger,

La société AMOUL METAL, gestionnaire du Pont bascule de Matam. En fuite.

Convoqués, ils ne se sont toujours pas présentés.

V.3.3 Interrogatoires des acheteurs de rails et traverses

Outre AGASEPT dont l'appréciation est ci-dessus et la société WORLD VMC PTE de M. Ousmane Diarra CONDE dont les activités ont été décrites dans le chapitre Exportateur, deux (2) autres sociétés ont été, par diverses sources, impliquées dans l'achat et l'exportation des ferrailles de la voie. Il s'agit de la société SAFRICOM et la société BARRY et FRERES (JUMBO).

V.3.3.1 SAFRICOM

PDG : M. Alseyni BARRY, Route du Niger, Matam

Entretien du 14 décembre 2009,

Reconnait avoir déposé l'offre de service n° 31/115/250/SAF/2006 du 25 janvier 2006,

Reconnait avoir signé le contrat de vente de rails et traverses du 10 mai 2006 avec l'ONCFG,

Reconnait avoir payé la facture n°0174/ONCFG/06, d'un montant de FG 66.000.000 (60 tonnes), acompte de 20% d'un lot de 500 tonnes, par un chèque BICIGUI du 11 mai 2006, déposé au compte de l'ONCFG, à la SGBG, le 15 mai 2006,

Affirme néanmoins ne pas avoir été qu'un intermédiaire entre lui et un certain Ibrahima LY, malade et en traitement au Sénégal,

Affirme que ce contrat a été rompu par le Ministre des Transports de l'époque, A. I. KEIRA, au profit de son épouse, Mari Seth CAMARA, jeune sœur de la

2ème Première Dame.

Opinion de la Mission : Cas typique d'Homme d'affaires véreux, opportuniste, mêlé à toutes les sombres affaires commerciales et autres qui ont assombri l'économie guinéenne ces dernières décennies et prêt à toutes les compromissions pour se faire de l'argent.

Il a été introduit par le Général Kerfalla auprès du Ministère des transports et se trouve, ce faisant, associé à lui pour toutes les opérations d'achat, de revente et d'exportation des rails et traverses.

Il est évident que l'invocation et l'implication de M. LY dans cette affaire n'est qu'un paravent pour dissimuler sa responsabilité pleine et entière.

V.3.3.2 Ets BARRY et FRERES (cube JUMBO)

DG : M. Alimou BARRY

- Convoqué par deux (2) fois, ne pas obtempéré,

Sa demande d'obtention d'un contrat d'achat de ferraille composite « se trouvant sur les sites du chemin de fer (rails, traverses, wagons) et autres ferrailles se trouvant sur la voie ferrée.»

Cette demande est annotée par le DG de l'ONCFG : « à ajouter aux autres offres en vue d'éventuelles décisions de l'autorité »

Opinion de la Mission : Réputé sérieux dans le milieu des affaires, c'est un cas tout aussi typique de l'Homme d'affaires opportuniste, prêt à l'exploitation de toutes affaires réputées bonnes et réussies par ses concurrents.

Pourrait bien être impliqué dans cette affaire.

Voir : Annexe, Volume V : Procès-verbaux des entretiens avec les Autorités et les Chefs de zones ferroviaires et des Exportateurs.